

# Retraites : le grand flou du gouvernement

Jean Castex a semblé enterrer la réforme mercredi, mais, selon l'Élysée, Emmanuel Macron doit encore prendre position

**F**in de partie? Après avoir entretenu le flou ces dernières semaines sur le dossier des retraites, le premier ministre, Jean Castex, a doué les espoirs des partisans d'une réforme d'ici à la fin du quinquennat. Les conditions « ne sont toujours pas réunies » pour engager un tel projet, a-t-il affirmé, mercredi 8 septembre, à l'issue d'un séminaire gouvernemental. Le « processus ne pourra reprendre que lorsque la pandémie sera sous contrôle et lorsque la reprise économique sera suffisamment solide », a-t-il détaillé.

Deux conditions déjà mises en avant par Emmanuel Macron, le 12 juillet. « Je ne lancerai pas cette réforme tant que l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien assurée », avait affirmé le chef de l'État, lors d'une allocution, tout en expliquant avoir « demandé au gouvernement de Jean Castex de travailler avec les partenaires sociaux sur ce sujet dès la rentrée ». Mais le sommet social du 2 septembre, à Matignon, a confirmé les points de blocage avec les syndicats sur les retraites. De la CFDT à FO, en passant par la CGT, jusqu'à Medef, tous ont exclu une discussion sur les retraites avant la présidentielle d'avril 2022.

Pour l'heure, le dossier est donc mis en sourdine et la porte serait bel et bien fermée. Jean Castex « a été clair », croit savoir une source au sein de l'exécutif. Dimanche 5 septembre, le quotidien *Les Echos* rapportait pourtant que le président de la République n'avait pas renoncé à lancer « la mère des réformes » avant l'élection présidentielle, en mettant notamment en œuvre la suppression des régimes spéciaux et le

minimum de pension à 1000 euros pour toute carrière complète au smic. « Les Français sont-ils prêts? La question, c'est surtout de continuer à agir pour le pays », confirmait au Monde l'entourage du chef de l'État.

## « Pas de raffistolage »

« On nous sort des petits bouts de réforme alors que ce gouvernement n'a pas arrêté de dire depuis le début qu'il ne voulait pas de raffistolage », s'est étonné, mardi 7 septembre sur BFM-TV, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Le sujet des retraites « est bien trop sérieux » pour qu'on le prenne « par le petit bout de la lorgnette », s'est-il agacé. Tandis que, le même jour, dans un entretien au Monde, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, continuait de souffler le chaud et le froid. « La question des retraites n'a jamais quitté la table, il n'y a rien d'enterré », a-t-il fait valoir, avant de préciser toutefois qu'« il n'y a rien de décidé ». Emmanuel Macron restant vigilant à l'état d'« unité du pays » sur ce sujet clivant.

Dossier aussi inflammable que maudit, la réforme des retraites hante le gouvernement depuis près de deux ans. Amorcé en 2019 par le premier ministre de l'époque, Edouard Philippe, le projet avait suscité l'ire des partenaires sociaux. Quelques mois après la relative accalmie de la crise des « gilets jaunes », des cortèges de manifestants bloquaient à nouveau le pays. Le gouvernement, longtemps inflexible, a finalement baissé les armes en mars 2020, du fait de la pandémie de Covid-19.

En cette rentrée, l'amélioration de la situation sanitaire, aidée par

Jean Castex, lors des Journées parlementaires de LRM, à Angers, le 7 septembre.

JULIEN MUGLET  
POUR « LE MONDE »

la campagne de vaccination, a incité le locataire de l'Élysée à mobiliser ses équipes : à sept mois du scrutin présidentiel, pas question de donner le sentiment de mettre le moteur macroniste sur « pause ». Mais comment? Avec à peine cent jours « utiles » d'ici à la fin du quinquennat, la réforme des retraites semble, aux yeux d'une partie de la majorité, le dossier ad hoc pour montrer que l'« ADN réformateur » du président n'a pas faibli.

Si l'enjeu électoral ne fait aucun doute, cela fait... quatorze mois que le chef de l'État entretient le suspense sur ce sujet. Interrogé le 14 juillet 2020 depuis le palais de l'Élysée par les journalistes de France 2 et TF1, Emmanuel Macron avait déjà rallumé la flamme. Espérant bientôt tourner la page de la crise sanitaire, il assurait que si cette réforme ne pouvait « pas se faire comme elle était emmanchée avant la crise du Covid », elle ne devait pourtant pas être « abandonnée totalement ».

Les deuxième et troisième vagues du coronavirus ont ensuite obligé le chef de l'État à mettre l'arme au pied même si le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, rappelait à qui voulait l'entendre qu'il s'agissait toujours d'une réforme « prioritaire ». En déplacement dans le Lot, les 2 et 3 juin,



« Il faut démontrer que, jusqu'à la fin du quinquennat, on peut continuer à réformer le pays »

AURORE BERGÉ  
députée LRM des Yvelines

M. Macron avait déjà relancé le sujet, en confirmant qu'il n'était pas enterré. « Je ne peux pas gérer l'été en pente douce », expliquait-il face une trentaine de retraités, soulignant qu'il serait amené à « devoir prendre des décisions difficiles ». Chacun avait alors compris qu'il parlait des retraites...

Dans la foulée, Bruno Le Maire avait plaidé à plusieurs reprises en faveur d'une réforme, sans préciser de calendrier. « Mon expérience, c'est qu'on n'a jamais intérêt en politique, à remettre à demain ce qu'on peut faire aujourd'hui », avait-il notamment souligné le 29 juin, sur CNews. La rumeur bruissait alors d'une réforme partielle, qui consisterait à remonter l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

A en croire l'exécutif, la pandémie, qui a réservé trop de mau-

vaises surprises au gouvernement, ainsi que la solidité de la reprise, sont désormais les Juges de paix à même de décider du tempo de la réforme. Et si, avec une croissance qui pourrait dépasser 6 % cette année et que la quatrième vague semble neutralisée par la vaccination, les conditions ne semblent toujours pas remplies aux yeux de M. Castex, l'Élysée refuse toujours d'enterrer le dossier. Bluff? Hésitations sincères? « Soit il y a un rapport de force au sein de l'exécutif, soit le gouvernement tâtonne. Quel que soit le cas de figure, ce n'est pas bon », estime Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut de sondage Ipsos.

## Envoyer un signal à droite

A l'approche de la présidentielle, Emmanuel Macron entend sans doute démontrer que s'il ne mène pas cette réforme cruciale à terme, ce n'est pas par manque de volonté ou de courage politique, mais du fait de contraintes extérieures. Les indiscretions sur les réflexions en cours à l'Élysée permettent ainsi d'envoyer des signaux à l'opinion, en particulier à l'électorat de droite dans l'optique de la présidentielle. Comme s'il fallait absolument prouver que la volonté réformatrice de M. Macron était intacte. « Il faut démon-

trer que, jusqu'à la fin du quinquennat, on peut continuer à réformer le pays », atteste la députée La République en marche (LRM) des Yvelines, Aurore Bergé. « Tout ça, c'est de la com' », dénonce un syndicaliste.

Mais ces va-et-vient sur la réforme des retraites illustrent aussi les divisions que le sujet provoque, tant au sommet de l'État qu'au sein de la majorité, où deux camps se font face. D'un côté, les « frugaux », dont fait partie le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, qui poussent pour une réforme dès le vote du prochain budget de la Sécurité sociale à l'automne. De l'autre, les « prudents », qui redoutent des mouvements sociaux et jugent préférable de faire de cette question un thème de campagne en vue d'un éventuel second mandat. C'est notamment le cas du président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (LRM). Partagé entre sa volonté de montrer qu'il entend toujours « boussuler le système », et son souhait d'apaiser une société fracturée, Emmanuel Macron n'aurait toujours pas arbitré. Selon l'Élysée, le chef de l'État prendra une position « d'ici quelques semaines ». D'ici là, le suspense reste entier. Et le grand bluff peut se poursuivre. ■

CLAIRE GATINOIS  
ET ALEXANDRE LEMARIÉ